

# Le gouvernement a une obligation économique et morale de soutenir Aveos!

Toronto, ON – L'Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale considère que le gouvernement a une obligation à la fois économique et morale de soutenir Aveos.

Ce matin à Ottawa, dans un mémoire portant sur la fermeture d'Aveos Performance aéronautique déposé au Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités de la Chambre des communes, l'AIMTA a demandé si le gouvernement était prêt à observer oisivement l'effondrement d'un joueur majeur dans un secteur clé de l'économie canadienne.

Selon le syndicat, la fermeture d'Aveos le 19 mars 2012 résulte d'une série de politiques du gouvernement et d'actions d'Air Canada ayant miné l'industrie canadienne de l'entretien des aéronefs. L'entretien des avions est une industrie en croissance à l'échelle mondiale, fournit des emplois hautement spécialisés et constitue une composante majeure de la base des compétences et technologies du Canada. Aveos, l'ancienne division d'entretien lourd d'Air Canada, est un référentiel majeur des aptitudes et du savoir-faire dont dépend ce secteur.

La fermeture d'Aveos ne se résume pas à la perte de plus de 2600 emplois hautement qualifiés, de milliers d'emplois indirects et de plusieurs millions de dollars en pertes de revenus et d'impôts. Les villes les plus durement frappées en ces temps économiques difficiles sont Montréal, Winnipeg et Vancouver. La fermeture d'Aveos porte un très dur coup à cet important secteur de l'économie. Lorsque le gouvernement fédéral a privatisé Air Canada en 1988, l'AIMTA a soulevé de vives préoccupations concernant les risques qu'une Air Canada privatisée transfère la majorité de ses travaux et ses emplois hors du Canada. Le gouvernement a répondu en enchâssant dans la Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada des dispositions obligeant la société à « maintenir les centres d'entretien et de révision dans les villes de Winnipeg et Mississauga et dans la Communauté urbaine de Montréal ».

Dès qu'Air Canada a cessé de bénéficier de la protection de ses créanciers, en 2004, les membres de sa haute direction ont procédé systématiquement au démantèlement de la société, en vendant des éléments d'actif et en siphonnant plus de 4,5 milliards de dollars de la société. Dans le processus, ils se sont grassement récompensés tout en affaiblissant la ligne aérienne sur le plan financier.

Dans le cadre de cet exercice de vente à feu des actifs, une part majoritaire dans la division d'entretien lourd, Aveos, a été vendue au prix de plus de 700 millions de dollars en 2007. À l'époque, Air Canada a pris l'engagement contractuel de confier à Aveos l'entretien de ses avions sur une base continue.

Par la suite, près de la moitié des préposés à l'entretien d'Air Canada ont été mutés de force à Aveos après s'être fait promettre le maintien d'un emploi permanent grâce à la signature de contrats de longue durée avec Air Canada.

Air Canada n'a pas respecté son engagement de fournir du travail d'entretien continu à Aveos, ce qui a eu pour effet de forcer Aveos de demander la protection de ses créanciers et d'annoncer sa fermeture. Air Canada ne nous a toujours pas indiqué où elle compte faire effectuer ses travaux d'entretien lourd. Une rumeur court selon laquelle ces travaux ne seraient plus effectués au Canada.

Depuis le début de cette saga, le gouvernement fédéral est demeuré oisif et n'a rien fait pour tenter de sauver cette société et ce secteur économique. Même lorsqu'Aveos a annoncé sa fermeture, le gouvernement a refusé d'agir.

Alors que le gouvernement n'a aucunement hésité à intervenir pour refuser aux syndiqués leur droit de négocier collectivement avec Air Canada, invoquant la nécessité économique de protéger les voyageurs pendant la semaine de relâche du printemps, il refuse d'agir maintenant pour sauver des milliers d'emplois et un secteur prospère.

L'AIMTA demande au gouvernement de respecter son engagement au titre de la loi, soit de soutenir ces emplois et l'industrie canadienne de la maintenance aéronautique.

